

8 JANVIER 2024

EUROPE INFO HEBDO



JACQUES DELORS, J.O, LIBRE CIRCULATION ET DÉFORESTATION

Chères amies, chers amis, collègues, lecteurs et lectrices, nous sommes heureux de vous retrouver pour cette première EIH de l'année 2024. Une année sous le signe de l'Europe, puisque les 6-9 juin prochains, les citoyens de l'Union se rendront aux urnes pour renouveler le Parlement européen.

Si les résultats des élections législatives au Portugal, en mars, et en Belgique, en juin lors du dernier mois de la Présidence du Conseil de l'UE qu'elle vient d'entamer, ne devraient pas trop bouleverser les rapports de force au Conseil. Elles pourraient toutefois marquer le recul des familles libérales et sociale-démocrate, et les équilibres du nouveau Parlement européen pourraient fortement pencher vers la droite, radicale, nationale, extrême même. De ces dynamiques européennes et nationales dépendront aussi la composition du Collège de la nouvelle Commission dont il n'est pas garanti que la présidence reste dans les mains d'Ursula von der Leyen.

Nouvelle Europe, donc... mais aussi élections américaines de tous les dangers, qui pourraient voir le retour du bruit et de la fureur trumpiens, "élection" présidentielle en Russie, dont le résultat importe moins que la dynamique et les retombées, déstabilisation relative d'une Chine dont le ralentissement économique contraste avec la dynamique militaire pourrait nourrir l'agressivité géopolitique... le passage à la nouvelle année a vu la guerre en Ukraine s'enliser au profit de l'envahisseur, le théâtre du conflit israélo-palestinien s'élargir aux rivages de la mer Rouge, avec les attaques des pirates houthis provoquant un ralentissement et une réorganisation du commerce mondial...

Les battements du monde et les inquiétudes qu'ils suscitent, les menaces sur l'État de droit et les libertés, les suites du grand programme de transformation écologique de l'économie et de la société européennes seront au cœur de la conversation démocratique européenne. Et Europe info hebdo tentera au mieux de vous accompagner dans la lecture de ces enjeux.

Meilleurs vœux pour 2024 !

Elise BERNARD,
Edouard GAUDOT,
Iris HERBELOT,
Fjollë IBRAHIMI.

Avec la précieuse assistance de Carla BOYER et Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSEI.



Il n'est pas dans nos habitudes de nous aventurer hors de nos domaines de préoccupation prioritaire, mais la disparition pendant les congés de deux figures éminentes de la vie politique européenne (et franco-allemande) fait exception.

- En nous quittant respectivement les 26 et le 27 décembre 2023, Wolfgang Schäuble et Jacques Delors ont - à leur façon - tourné une page de l'histoire de la construction européenne.
 - Celle d'une certaine idée de l'Europe et du couple franco-allemand.
 - Le premier a, aussi par son intransigeance dogmatique pendant la crise des dettes souveraines, souligné les limites structurelles du Grand Œuvre du deuxième : la monnaie unique européenne.
 - Alors qu'on en célèbre le 25e anniversaire l'euro a surmonté les grandes crises mais sans devenir l'instrument politique et géopolitique qu'il était destiné à devenir à sa naissance.
- Dans un hommage national à l'ancien président de la Commission européenne, le Président français a rappelé la centralité de la figure de Jacques Delors pour l'Europe.
 - Acte unique, marché unique, programme Erasmus, dialogue social, premières politiques climatiques : le legs des deux mandats de Jacques Delors à la tête de la Commission embrasse tout le champ des politiques européennes.
 - Figure de la méthode communautaire, héritier de Jean Monnet et incarnation de "l'esprit européen" Jacques Delors représentait par excellent le point d'équilibre entre les réticences des États et l'impatience des pionniers du fédéralisme.
 - Il a travaillé sur le projet de l'Union économique et monétaire qui a finalement abouti à la création de l'euro en tant que monnaie unique de la majorité des États membres de l'UE.
 - Le Grand Continent livre un remarquable portrait de celui qui incarna une certaine idée de l'Europe, improprement considérée comme "un âge d'or".
- Wolfgang Schäuble aura été une personnalité centrale dans la politique allemande et européenne.
 - Fervent européen, il était à l'origine d'une proposition d'union franco-allemande pour un "noyau dur" européen (KernEuropa).
 - Proposition restée sans réponse de la part d'une France empêtrée dans la cohabitation et la fin de règne mitterrandienne, la rivalité chiraco-balladurienne,
 - Marquée par les illusions du franc fort et le scepticisme européen toujours vivace après une campagne référendaire tendue sur la ratification du traité de Maastricht.
 - En tant que ministre des Finances d'Angela Merkel, il a joué un rôle central dans la gestion de la crise de la dette dans la zone euro, cherchant des solutions pour renforcer la stabilité financière au niveau européen.
 - Le fameux TSCG imposé par Berlin et les "frugaux" à leurs partenaires, mais refusant les responsabilités du leadership économique allemand.
 - Principe devenu prioritaire, quitte à miner les solidarités européennes voire à suggérer aux Grecs de quitter la zone euro.

Une ère s'achève, explique l'Opinion. Pour le meilleur ou le moins bon, ces deux figures ont contribué à façonner l'Europe d'aujourd'hui, rappelant la nécessité vitale de la coopération et la compréhension mutuelles pour l'esprit européen. Une leçon de "solutions à long terme pour problèmes à long terme", comme le développe Eurointelligence dans son analyse du 5 janvier 2024 "Delors et le conflit israélo-palestinien".



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



KOSOVO, LIBRE CIRCULATION, ELARGISSEMENT EUXPERIENCE

Hommage à la liberté de circulation, si chère à Jacques Delors, l'esprit européen s'élargit au Kosovo, qui a déposé sa candidature à l'Union européenne en décembre 2022. Depuis le 1er janvier 2024, les détenteurs de passeports kosovars sont autorisés à voyager dans l'Union européenne sans visa, pour une période pouvant aller jusqu'à 90 jours sur une durée globale de 180 jours. Le Kosovo, avec une population de 1,8 million d'habitants, est le dernier des six pays des Balkans occidentaux à bénéficier d'un tel régime.

- Cette décision est consécutive au rapport final de la Commission dans le cadre du Dialogue sur la libéralisation des visas, le 18 juillet 2018.
 - La proposition d'accorder la liberté de circulation sans visa avait été approuvée par les co-législateurs de l'UE, en avril 2023.
 - C'est la première fois que se manifeste une réelle une cohérence entre les États membres de l'UE dans leur approche de la libéralisation des visas pour le Kosovo.
 - En particulier sur un sujet touchant les mouvements migratoires.
- On relève qu' au cours des deux derniers mois, le gouvernement de Pristina a mené une campagne exhortant la population à ne pas abuser de la liberté de voyage en cherchant, à tout prix, du travail dans l'UE pour s'y installer.
 - Le Premier ministre Albin Kurti a lui-même dirigé la campagne, parcourant le pays pour expliquer les avantages du nouveau régime.
 - « Cette journée est importante. Une grande injustice est supprimée et un grand droit est acquis » : le tant attendu voyage sans visa pour les détenteurs de passeports kosovars dans l'Union européenne marque une avancée significative vers l'inclusivité et les opportunités pour les citoyens du Kosovo.
 - Le régime de visa précédent avait jusqu'à présent posé de sérieux obstacles, restreignant la mobilité et entravant la découverte par les Kosovars d'une Europe qu'ils aspirent à rejoindre.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

SPORT, RUSSIE, UKRAINE,

IMPORTANT DE PARTICIPER

2024 est une année olympique. Toutefois, pour les athlètes russes, les conséquences de la guerre menée par leur président en Ukraine se traduisent en sanctions et exclusions. Celles-ci peuvent varier et ne se situent pas sur le plan national.

- Dans la fièvre de la préparation des JO de Paris, le CIO a tranché sur la place des athlètes russes dans la compétition olympique : ceux-ci pourront concourir sous bannière neutre.
 - Tout n'est pas réglé pour autant : parmi les sanctions occidentales adressées à la Russie pour son invasion de l'Ukraine en février 2022, la majorité des fédérations internationales de sport ont interdit aux athlètes russes leur participation aux événements qu'elles supervisent.
 - On relève quelques retournements notables, comme la fédération d'escrime.
 - La fédération d'athlétisme a, par exemple, interdit aux athlètes russes de participer aux championnats du monde à Eugene en 2022 et à Budapest en août 2023.
 - Elle ne changera probablement pas de décision avant les Jeux de Paris.
- Dans les faits ce n'est plus simplement le drapeau russe qui est banni des stades, ce qui était le cas depuis le scandale de dopage révélé lors des Jeux d'hiver de Sotchi en 2014, mais bien les athlètes eux-mêmes.
 - Le CIO avait déjà appelé il y a plusieurs mois à laisser les athlètes russes concourir sous la bannière du CIO s'ils n'avaient pas exprimé de soutien public à l'invasion russe en Ukraine.
 - Une position qui avait été adoptée par la fédération internationale d'athlétisme, mais qui pose plusieurs problèmes.
 - Tout d'abord, l'Ukraine. Kiev avait interdit à ses athlètes de concourir dans des événements sportifs où participent aussi des athlètes russes.
 - A l'occasion du championnat du monde d'escrime à Milan en juillet 2023, les officiels ukrainiens ont revu leur position, interdisant seulement d'affronter des athlètes russes lors des rencontres...
 - Avant de changer cette règle aussi, alors que deux escrimeurs ukrainiens devaient affronter des Russes lors du championnat. Coup de malchance, l'escrimeuse ukrainienne Olha Kharlan, en refusant de serrer la main de son adversaire russe après son écrasante victoire, s'est vue disqualifiée du championnat, perdant également sa place dans l'équipe olympique.
 - Après une intercession du président du CIO, l'Ukrainienne sera présente à Paris, mais quid des Russes ? La question n'est pas tranchée aussi clairement que porte à croire la décision du CIO début décembre.
- En effet, les choses se compliquent : d'une part, le gouvernement français, soucieux de manifester son soutien aux Ukrainiens, avait se cacher derrière le CIO en rappelant que la décision revenait à celui-ci et aux fédérations, tout en poursuivant ses sanctions économiques dans un cadre européen à l'encontre de la Russie.
 - Si le CIO est techniquement l'organisme de supervision des JO, avec le Comité d'organisation (COJO), il ne peut forcer les fédérations à revenir sur leur décisions d'interdire la participation des athlètes russes (au premier rang desquelles, l'IAAF - la fédération d'athlétisme).
 - D'autre part, les conditions de participation des athlètes russes sont pensées pour leur barrer l'entrée, notamment en interdisant la participation aux athlètes évoluant dans un club lié à l'armée russe
 - Essentielle dans le développement et la pratique du sport en Russie, une tradition héritée de l'ère soviétique.
- Pour couronner le casse-tête, il faut bien considérer la situation des athlètes russes : à moins de vivre à l'étranger et d'être assurés qu'eux et leurs familles sont à l'abri de toute représaille, les possibilités de critiquer la guerre en Ukraine sont minces.
 - La joueuse de tennis Daria Kasatkina a publiquement critiqué son pays natal, mais elle est expatriée.
 - Pris entre le marteau et l'enclume, les athlètes russes doivent supprimer des posts pro-Russes sur leurs réseaux sociaux, mais s'assurer de ne pas être considérés comme des dissidents par le Kremlin.
 - Une situation qui n'émeut pas chez les Occidentaux : plusieurs pays européens, au rang desquels l'Estonie, ayant suivi l'exemple de l'Ukraine, ont menacé de boycotter les Olympiades parisiennes si des athlètes russes y étaient présents.

**DÉFORESTATION, TRANSPARENCE,
TRUE**

La fin de la COP28 et le ralentissement de l'activité des institutions européennes dû aux congés permettent de prendre un peu de recul pour faire le point sur une législation emblématique des ambitions écologiques de l'UE et de ses difficultés à en garder le cap et la cohérence dans un monde interdépendant. L'ambitieuse et innovante réglementation européenne sur la déforestation importée rappelle aux dirigeants de sociétés, mais aussi aux citoyens sceptiques, que le Green Deal européen peut se délier de ses aspects souples et déclaratoires afin d'établir des actes juridiques pouvant conditionner le commerce international.

- Le constat est amer : les importations au sein de l'Union sont responsables de près de 16 % de la déforestation mondiale. En seconde position, après la Chine.
 - La nouvelle réglementation bouscule les certitudes du commerce mondial : désormais, les entreprises devront obligatoirement sourcer leurs matières premières, dans un objectif de parfaite transparence.
 - Les entreprises devront ainsi attester et prouver de l'origine et de l'extraction de leurs produits, afin de contrecarrer l'utilisation de matières premières issues de la déforestation.
 - Sont concernés : le bétail, le bois, le cacao, le café, le caoutchouc, le charbon, l'huile de palme, les produits en papier imprimé et le soja.
- L'application est complexe : les entreprises sont confrontées à un défi majeur face à la complexité des chaînes d'approvisionnement mondialisées.
 - Le défi ne manque pas de stimuler les réflexions : Leonardo Bonnani semble avoir résolu la difficulté au travers une application « SourceMap » qui permettrait de géolocaliser l'origine des matières premières.
 - Comme marqueur d'une Union ambitionnant résolument de faire plier les géants de l'industrie à des pratiques respectueuses de l'environnement, la réglementation s'accompagne d'une sanction financière.
 - En cas de déforestation active, elle peut atteindre à 4% du chiffre d'affaires annuel total réalisé dans l'Union européenne par l'opérateur en infraction.
 - Le projet est ambitieux et se donne les moyens de réussir, néanmoins, la priorité au sein de l'UE veut promouvoir une éthique environnementale ancrée au sein même des relations d'affaires.